

BÉNIN

L'affaire du 16 janvier selon l'ONU

Raid sur Cotonou

● *Le récit que voici de l'affaire du 16 janvier à Cotonou n'est pas un reportage, n'est pas le résultat d'un travail journalistique que les autorités béninoises ne permettent pas de faire. C'est une relation de seconde main que Jeune Afrique a établie à partir de la seule source sérieuse dont on dispose actuellement : le rapport de la commission d'enquête des Nations unies.*

La commission ayant elle-même souligné qu'elle n'avait pas eu les moyens de vérifier la véracité des témoignages recueillis et des documents examinés, ce récit doit être, jusqu'à preuve du contraire, considéré comme de la fiction. Tous les détails importants, tous les noms de lieux et de personnes sont cependant repris du rapport de l'ONU.

Le texte qu'on va lire n'est rien d'autre que la traduction scrupuleuse, en langage journalistique, de ce document officiel. Et c'est grave.

30 décembre

21 heures 30. A 21 heures, Sy Sawané, alias Joseph, est arrivé avec les douze Guinéens qu'il avait recrutés à Dakar par l'intermédiaire de Boubacar Diallo, du Regroupement des Guinéens en exil. Ils ont quitté la capitale du Sénégal, comme prévu, à 15 heures, par le vol AT 984 de Royal Air Maroc. L'ennui, avec ceux-là, c'est qu'il va falloir leur expliquer qu'ils ne vont pas à Conakry pour renverser Sékou Touré, mais à Cotonou... Enfin, eux, au moins, ils sont motivés et ils n'ont pas demandé de salaire. Et puis, de toute façon, il fallait des Africains ; c'était dans le contrat. Et il n'y avait pas moyen de trouver assez de Béninois.

Il fait froid dehors, sur la base de Benguéir, près de Marrakech. Gilbert Bourgeaud s'est fait servir son dîner dans sa chambre. Il relit le contrat qu'il a signé, le 11 novembre, avec le Front de libération et de rénovation du Dahomey : « 60 Européens et 30 Africains. » Les effectifs sont maintenant complets. A la vérité, il n'y a pas 30 Africains : 11 Béninois, les 3 recrues d'Abidjan et les 12 Guinéens qui viennent d'arriver, cela ne fait que 26. Mais, avec ceux qu'on attend encore, il y aura près de 70 Français. Les Blancs sont des pro-

fessionnels ; les Noirs n'ont besoin que de savoir se servir de l'arme qui leur est affectée et d'un talkie-walkie. Quinze jours d'instruction suffisent.

Gilbert Bourgeaud achève maintenant le plan d'opération qu'il doit soumettre, dans trois jours, aux présidents du Gabon et du Togo. Il résume et conclut : « Le premier groupement étranger d'intervention (GEI), que je commande, atter-

15 janvier

15 heures. Le DC-8 cargo a décollé à 14 heures 30 de Benguéir. Assis sur une caisse de munitions, Gratién Pognon, président du Front de libération et de rénovation du Dahomey (FLERD), relit et corrige, une fois de plus, la proclamation qu'il lira demain, au micro de Radio-Cotonou. Demain, à la même heure, si tout va bien, il sera chef de l'Etat. Si tout va bien ? Mais pourquoi douter du succès de l'opération Oméga ? Bourgeaud — enfin, le colonel Maurin et lui, Pognon, jusqu'à demain Oakou — vient encore de lui dire qu'il n'y a aucun risque d'échec. Il faut faire confiance aux techniciens et celui-là a

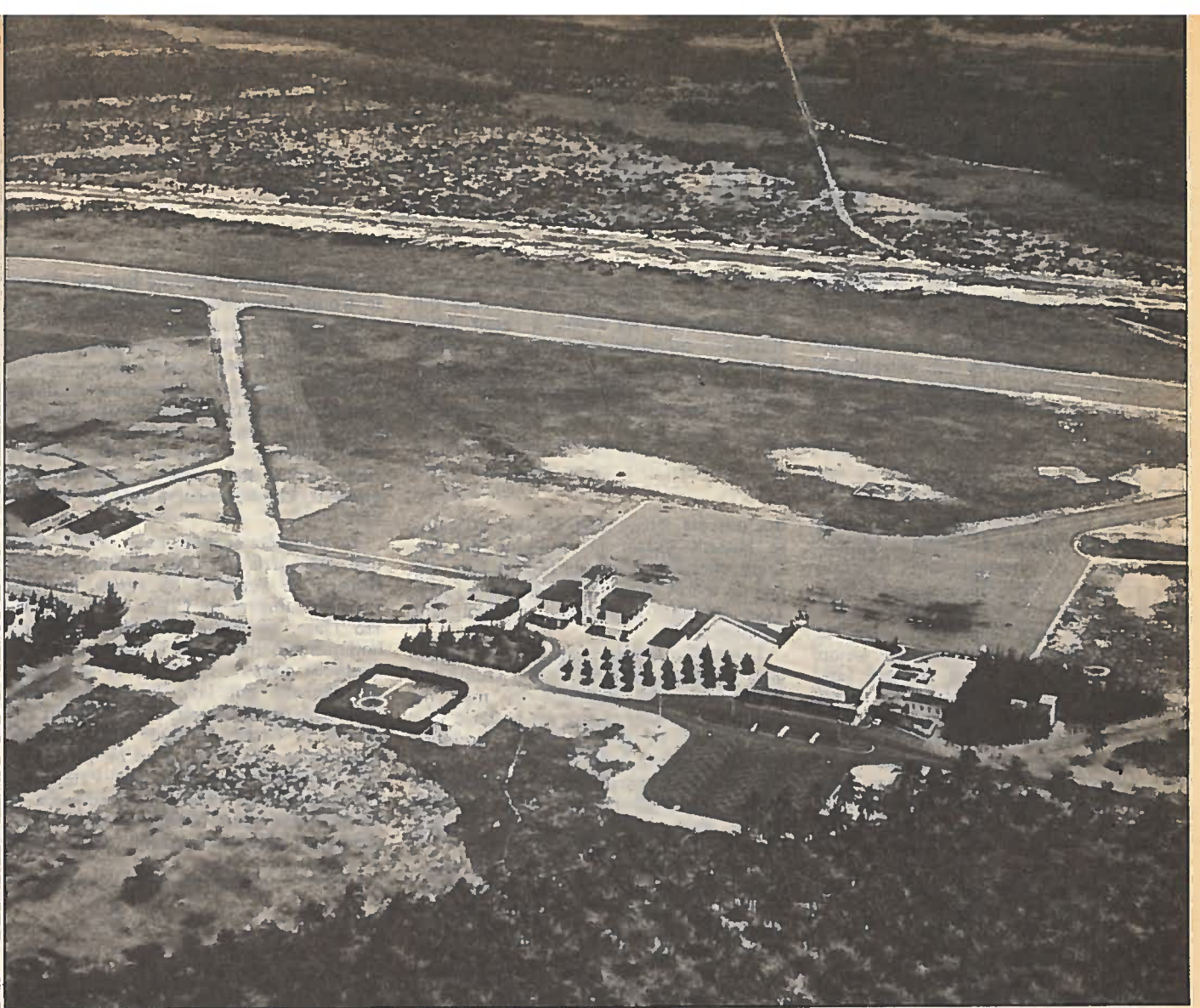
rit le 16 janvier, à 6 heures, à Cotonou, venant du Gabon ; il attaque et détruit l'état-major civil et militaire. Renforcé d'un bataillon togolais, le deuxième GEI attaque ensuite, par terre, à partir de la frontière du Togo. Succès certain. »

Comment se passera cette réunion avec les deux chefs d'Etat ? Bongo, Bourgeaud le connaît bien puisqu'il est, depuis cinq mois, son conseiller ; Eyadéma, c'est un soldat : on s'entendra facilement.

Voilà pour le politique et pour l'opérationnel. Il reste l'intendance. Les équipements et l'armement ont été fournis comme convenu, les 475 000 dollars de la phase préopérationnelle ont été versés. Il n'y a aucune raison de redouter des difficultés pour le versement des 530 000 dollars de la phase postopérationnelle qu'on tâchera de faire porter à 575 000 dollars. Tout est en ordre. Bourgeaud peut aller retrouver au mess le commandant Mercier, patron de la base, qui l'attend pour prendre un whisky avant d'aller dormir.

l'air d'avoir rudement bien étudié son affaire.

A côté de lui, Michaël de Charette de la Contrie vient de décapsuler une bouteille de bière avec son pistolet-mitrailleur. Il se demande un moment ce qu'il fait dans cette galère volante, mais se rassure vite : chaque époque a la chouannerie qu'elle mérite et Giscard n'est pas Robespierre ; il faut aller combattre les bleus — devenus les rouges — là où ils sont. Et puis, cela le rajeunit de quinze ans. Michaël sombre dans la somnolence. Dans son rêve éveillé, les faits d'armes de l'aïeul François-Athanase se confondent un peu avec les souvenirs de



Le 15 janvier, Gratien Pognon se voyait installé dans le palais présidentiel de Cotonou. Hélas ! pour lui, son séjour sur le sol de l'aéroport n'a pas duré trois heures !

BÉNIN

l'OAS (Organisation de l'armée secrète) et tout cela se tropicalise dans un Dahomey de carte postale.

Un peu plus loin, étendu entre un mortier de 60 millimètres et une mitrailleuse de 12,7, Ba Alpha Oumarou est moins tranquille. Il s'est fait avoir par cette

crapule de Joseph. Volontaire pour débarrasser la Guinée de Sékou Touré qui veut massacrer les Peuls, il l'était. Mais Kérékou, qu'est-ce qu'il en a à faire ? Enfin, au point où il en est, plus question de reculer. Adviene que pourra. Il essaiera au moins de sauver sa peau.

16 janvier

5 heures. La nuit est opaque au-dessus du golfe de Guinée. L'adjudant Montagne essaie de trouver une position plus reposante. Quelle idée, quand même, d'aller changer d'avion à Franceville, comme si les jets ne pouvaient pas se poser à Cotonou ! Et puis, où a-t-on trouvé ce vieux DC-7 qui tremble sans arrêt et qui a bien failli refuser de décoller ? Un peu plus et on ne pouvait pas arriver au Bénin avant le lever du soleil : pas sérieux pour un commando ! Et seize heures de voyage alors que cinq auraient suffi en ligne directe avec le DC-8, cela ne prépare pas de façon évidente à monter à l'assaut. Heureusement que ces Nègres n'opposent sans doute guère de résistance ; c'est ce que dit le colonel. Néanmoins, on ne sait jamais.

Bon. Il est temps de faire distribuer le jus et le maxiton. « Debout, les gars ! Nous allons bientôt atterrir à Cotonou. La compagnie Oméga espère que vous avez fait un bon voyage et qu'elle vous accueillera de nouveau bientôt sur ses lignes. »

7 heures. Emile Badou, qui vient de prendre son service, sort sur la terrasse de l'aéroport de Cotonou pour relever les chiffres des instruments et rédiger le premier bulletin météorologique de la journée. Un bruit de moteur le fait sursauter. Pourtant, le vol UTA qui arrivait jusqu'à présent le dimanche à 6 heures, directement de France, passe maintenant par Abidjan et n'est attendu qu'à 11 heures. Et ce n'est pas un long-courrier qui vient d'atterrir : le bruit est celui d'un avion à hélices. Bizarre. Les balises de la piste ne sont pas allumées. Est-ce un avion perdu, en panne de radio ?

Soudain, dans la lumière encore confuse de l'aube, apparaît la masse d'un quadrimoteur. Au lieu de suivre la voiture des pompiers qui le précède vers l'aire de stationnement, l'avion vire et vient s'immobiliser à côté de la météo. C'est là que se garaient les avions de la Croix-Rouge pendant la guerre du Biafra, se rappelle Emile Badou. Mais il n'a pas le temps de se plonger dans ses souvenirs. Par la porte du cargo, deux cor-

des ont été jetées. Des soldats africains se laissent glisser et, à peine au sol, tirent quelques coups de feu en l'air. En peu de temps, toute la troupe est à terre. Trois colonnes se forment et s'éloignent rapidement.

L'adjudant Garnier est resté avec quelques hommes, dont Ba Alpha Oumarou. Il investit sans difficulté la tour de contrôle et y fait mettre en batterie une mitrailleuse. Le sergent Webbs mobilise tous les Béninois qu'il rencontre et organise le déchargement. Une par une, les caisses sont entreposées sur la terrasse de la tour. Deux hommes installent l'émetteur de radio sur le toit.

Oakou-Pognon et son adjoint « Scorpion » restent dans la tour pour attendre les événements, tandis que Maurin-Bourgeaud et son chef d'état-major Montagne prennent les premiers contacts radio avec les colonnes qui s'éloignent.

Voici deux voitures blindées Ferret qui se dirigent vers la tour. La mitrailleuse entre en action. Un des véhicules est tout de suite hors de combat. Le second cesse de tirer et ses occupants prennent la fuite. Le premier engagement n'a pas été difficile.

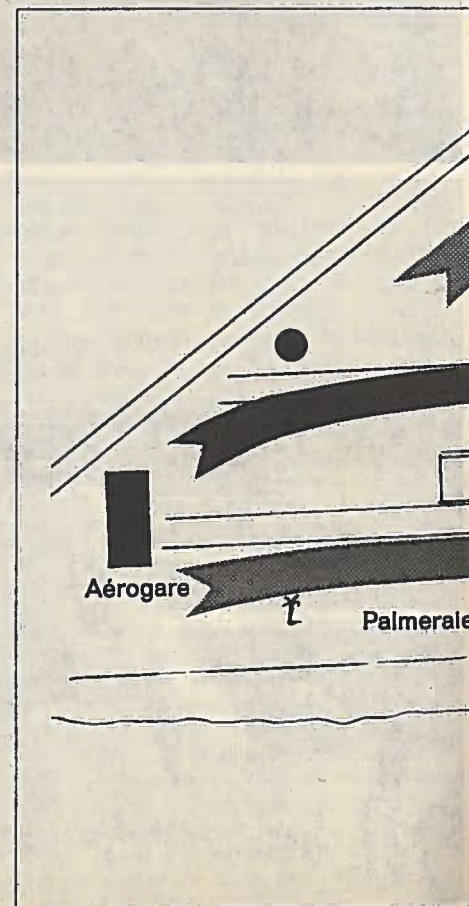
7 heures 40. A moins de cinq cents mètres de la piste de l'aéroport, séparée de l'Océan par la palmeraie, la résidence des Cocotiers est un quartier neuf habité par de nombreux diplomates. Tout le monde, ce dimanche matin, y a été réveillé non par l'atterrissage du DC-7 — on a l'habitude des avions —, mais par la fusillade. On s'interpelle d'un logement à l'autre, on se téléphone, les conseillers d'ambassade alertent leur chef de mission qui habite ailleurs.

Mais le spectacle est déjà sous les fenêtres. Christian Blanchard, représentant de la Communauté économique européenne, est monté sur la terrasse de sa villa. Comme au cinéma, il voit passer dans la palmeraie, en formation de combat, trente ou quarante hommes armés. La plupart sont blancs, vêtus de tenues camouflées, nu-tête, un foulard bleu à la patte d'épaule. Quelques Africains les accompagnent. Eux sont en treillis kaki

et coiffés d'un chapeau de brousse. Toute la troupe transporte des bandes de cartouches et des bazookas.

De l'autre côté de la résidence des Cocotiers, un deuxième groupe, moins nombreux semble-t-il, progresse en direction des Quarante Logements. Plus au nord, enfin, suivant la route de Lomé, une troisième colonne se dirige vers la radio. Il y a donc trois sections qui progressent, parallèlement à la côte, vers la ville.

La première section, l'aile droite, marque un arrêt devant l'immeuble du Conseil de l'entente où réside le vice-Premier ministre de Corée du Nord, M. Ho Dam, en visite officielle. Plusieurs hommes pénètrent dans le bâtiment, tirent quelques coups de feu sur le chauffeur du ministre qui lave la voiture, puis repartent. Second arrêt, aussi bref, à l'hôtel de la Croix du Sud. Une grenade incendiaire met le feu à un pavillon. Enfin, l'objectif est atteint : le Palais des congrès qui fait face à la présidence et qui est rapidement occupé. Aux fenêtres, chacun installe sa position de combat.



Dans la palmeraie passe une troupe de trente ou quarante hommes armés de bazookas

L'ordre d'ouvrir le feu est donné. Des obus de mortier atteignent l'objectif ; l'un d'eux tombe dans la chambre du président Kérékou, inoccupée. Un moment se passe et la résistance s'organise. On tire de la présidence sur les assaillants. Sporadique, la fusillade va durer environ une heure et demie.

Les étages supérieurs de l'immeuble de la Sécurité sociale sont habités par des fonctionnaires des Nations unies. Dans sa progression vers les Quarante Logements, la deuxième section, qui occupe le centre du dispositif, passe devant le bâtiment. Voyant des Blancs aux fenêtres, des hommes leur crient : « Planquez-vous ! » Quelques instants plus tard, à leur tour, ils atteignent leur objectif et occupent quelques appartements des Quarante Logements dont les fenêtres donnent sur la présidence. Prenant à revers la garde présidentielle, ils ouvrent le feu.

La troisième section, qui tient l'aile gauche, passe à son tour à côté de l'immeuble de la Sécurité sociale. Agacés par les spectateurs qui n'ont pas tenu

compte de la mise en garde, des mercenaires tirent sur les fenêtres. Il y aura plusieurs blessés, dont un Vietnamien et un Canadien des Nations unies. Mais la petite troupe ne s'attarde pas. Dépassant la présidence au nord, elle prend position, près de la polyclinique, au carrefour qui commande l'entrée du camp Guézo sur lequel elle ouvre le feu, envoyant aussi des coups de mortier sur la polyclinique.

9 heures 30. Depuis une heure, la radio lance des appels à la population, l'invitant à repousser les envahisseurs. Quelques civils sont descendus dans la rue et les mercenaires essuient des coups de feu. Des renforts, venus du camp Guézo, arrivent à la présidence.

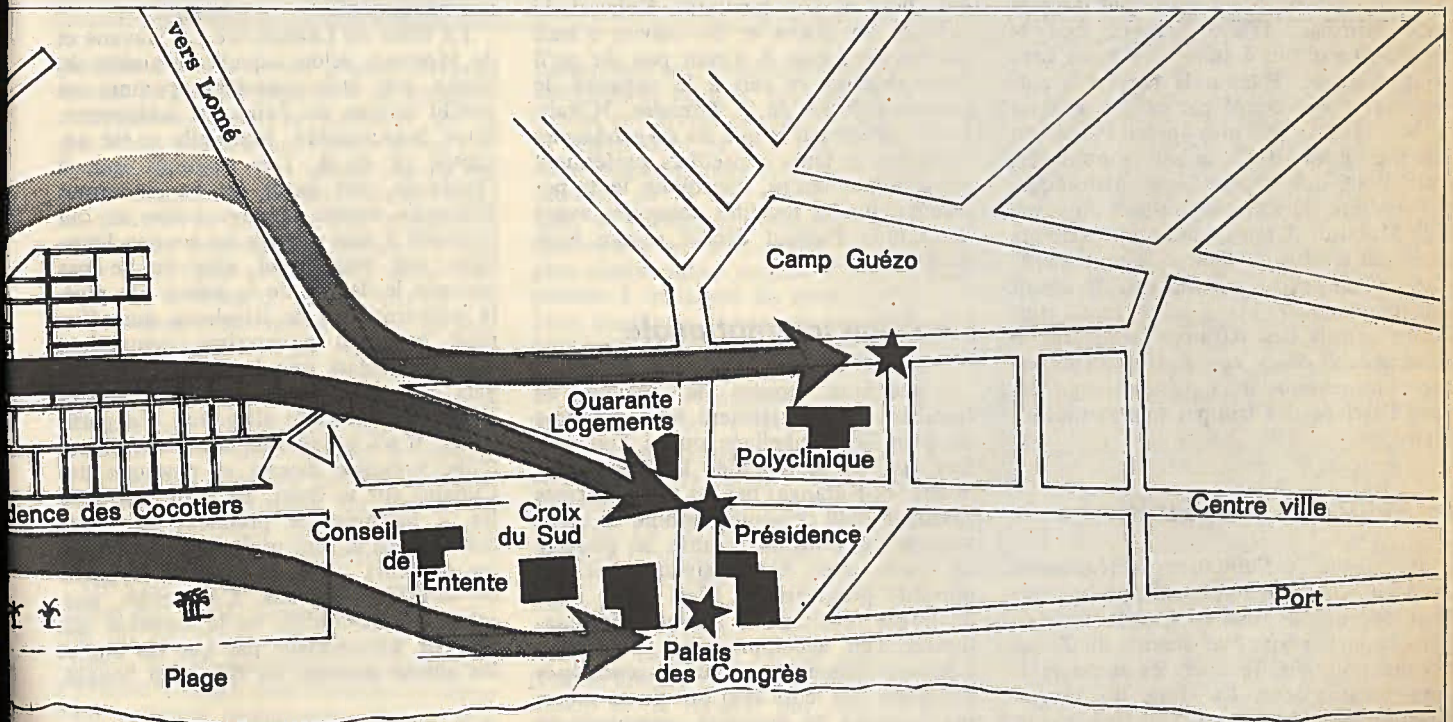
Est-ce l'apparition de ces renforts qui marquera l'échec de l'opération ? Ou est-ce l'arrivée de blessés à l'aéroport qui fait prendre conscience au « colonel Maurin » que la partie n'est pas aussi facile qu'il s'y était attendu ? Toujours est-il qu'à ce moment l'ordre de repli retentit dans les talkies-walkies.

10 heures. La retraite s'est faite à peu près en bon ordre mais, en montant dans l'avion, les hommes, les blessés surtout, prennent leurs chefs à partie, les accusant d'avoir mal manigancé le coup, de les avoir envoyés au casse-pipes en n'ayant rien préparé sérieusement.

Sans attendre que les portes se ferment, le pilote suédois Leo Isberg Bjorg met les gaz. Il décolle et vire serré, en direction de la mer, survolant le palais présidentiel où M. Pognon n'a pas remplacé M. Kérékou. L'opération Oméga est terminée.

Selon la commission d'enquête de l'ONU, le commando a laissé au moins deux morts et un prisonnier sur le terrain (mais les enquêteurs ne semblent pas s'être préoccupés du sort des autres prisonniers revendiqués par Cotonou) ; les Béninois ont eu six morts et cinquante et un blessés, sans compter les civils étrangers atteints.

Deux mois se sont écoulés. Voilà à peu près tout ce qu'on peut dire de précis, aujourd'hui, sur cette affaire, et avec les réserves formulées plus haut. □ PH. G.



Les trois colonnes — Bleu au sud, Noir au centre, Jaune au nord — ont échoué dans leur mission. Mais les renforts de parachutistes et de gendarmes béninois qu'elles attendaient n'étaient pas au rendez-vous.